La dernière journée du Congrès de Nantes

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'arrivée de M. Blum

A 11 h., M. Léon Blum fait son entrée dans la salle, très applaudi par l'assistance.

En terminant, M. Roldes demande à M. Blum d'apporter certaines précisions à la formule de gouvernement qu'il préconise dans sa motion.

M. GRUMBACH DÉFEND LA POLITIQUE DE RÉSISTANCE ACTIVE A L'AGRESSION ET AU FASCISME

Le débat s'anime avec M. Salomon Grumbach, député du Tarn, d'ailleurs la salle s'est remplie pendant les précédentes interventions et les délégations sont sensiblement plus étoffées qu'à l'ouverture de la séance.

L'orateur estime qu'un texte clair et précis doit sortir du présent débat. Il faut éviter à tout prix, dit-il, une nouvelle crise morale comme celle qui a divisé le parti en septembre dernier.

M. Grumbach « épluche » le texte de la motion Paul Faure, en ce qui concerne la politique extérieure. Il pose plusieurs questions au secrétaire général et à ses amis.

Il justifie ensuite la position de M. Léon Blum et la sienne propre. Le député du Tarn juge que les événements internationaux ont donné raison aux thèses qu'il n'a jamais cessé de soutenir. Ce n'est pas à ceux, déclare-t-il, qui sont alliés jusqu'à demander naguère la dénonciation du pacte franco-soviétique aujourd'hui reconnu comme la meilleure sauvegarde de la paix, de prétendre à nous donner des leçons de clairvoyance.

M. Grumbach repousse avec indignation le reproche qui a été adressé hier à ses amis que la position qu'ils ont prise à l'égard du nazisme et du fascisme leur fait oublier l'existence d'un peuple allemand et italien courbé sous le joug des dictateurs. Avez-vous moins confiance, s'écrie-t-il, en notre volonté de paix, qu'en celle d'Hitler et de Mussolini ?

Notre politique de résistance à l'agression n'est pas romantique, elle est réaliste. Nous n'avons une chance d'arrêter la guerre que si nous poursuivons une politique de résistance active au fascisme.

Avant Munich, je n'aurais pas dit une chance, j'aurais dit une certitude, car, malgré le redressement démocratique, les positions de Hitler sont plus fortes maintenant qu'avant septembre.

Ce ne sont pas, poursuit M. Grumbach, des incantations qui sauveront la paix, gardons si l'on veut, les incantations du sorcier mais appliquons en même temps les remèdes du docteur.

Un accord entre les deux tendances est souhaitable, mais il faut s'expliquer nettement

Un accord entre nos deux tendances est souhaitable, mais il ne doit pas se réaliser dans l'équivoque. La motion Paul Faure est moins dangereuse par ce qu'elle dit, que par ce qu'elle ne dit pas. Elle est muette sur la politique des pactes et des alliances, elle ne se prononce pas sur la politique actuelle des gouvernements de Londres et de Paris ; il faut s'expliquer nettement là-dessus. Nous ne pouvons, ni les uns, ni les autres, voter un texte quel qu'il soit, avec des arrières pensées.

« CE QUE NOUS PLAÇONS AU-DESSUS DE TOUT, C'EST LA PRÉSERVATION DE LA PAIX », DÉCLARE M. ROUCAYROL

M. ROUCAYROL, de la tendance Paul Faure, répond aux objections formulées par le représentant de la tendance adverse et s'attache à justifier les conceptions de ses amis en politique étrangère. « Ce qui nous distingue, déclare-t-il, c'est que vous avez glissé sur la pente qui vous a amenés à ne plus croire qu'aux solutions de force. Vous craignez qu'Hitler n'ait pas assez peur de la barrière de résistance qu'on est en train de dresser. C'est ainsi que Brossolette demande que l'on pare au coups de force par des coups de force préventifs.

De même Monnet a tendance à croire que la Conférence internationale de reconstruction de l'Europe ne peut intervenir que lorsque les gouvernements totalitaires auront disparu. **Si cette politique doit aboutir à l'encerclement de l'Allemagne, vous ne laisserez aux dictatures que le choix entre l'effondrement ou la guerre. Voilà ce qui nous divise.**

Ce que nous plaçons, nous, au-dessus de tout, c'est la préservation de la paix, même au prix d'une entente avec les Etats totalitaires.

Un autre point de desaccord entre vous et nous, poursuit le député de l'Hérault, consiste dans ce fait que **vous considérez le fascisme en lui-même comme la seule source de guerre.** L'hitlérisme n'est, en réalité qu'un moyen d'exécution au service du vieux rêve d'expansion de l'Allemagne impérialiste. C'est la structure économique de son propre sol qui pousse l'Allemagne vers l'expansion. ***ce que je crains, c'est que le fascisme ne vous fasse oublier le capitalisme, dont votre politique risque de nous faire l'instrument docile. C'est sur ces points que nous devons faire l'effort de synthèse.***

Pas de néo-nationalisme

L'orateur combat ensuite le « néo-nationalisme » qui, caractérise, selon lui, le programme de la tendance Blum, en matière de politique intérieure. Le néo-nationalisme pour M. Roucayrol, est incompatible avec l'essence même de la doctrine socialiste. De là, dit-il, peut naître un chauvinisme redoutable qui peut se retourner contre nous, car il forme une arme terrible dont d'autres que nous peuvent se servir. Ce n'est pas que vous, en effet, qui vous servirez du décret de mobilisation. Si, comme vous, nous n'avons pas peur des responsabilités, et si nous admettons, comme vous, l'effort indispensable en matière d'armement pour préserver l'indépendance du pays, il y a une chose que nous ne pouvons pas accepter c'est que le socialisme porte une responsabilité dans ce fatalisme qui nous mène à la guerre ».

L'orateur en terminant, adresse un vibrant appel au congrès : « Entre le fascisme, qui nous menace, et le capitalisme, déclare-t-il, il n'y a que nous qui pouvons réunir les matériaux pour la reconstruction de l'Europe. Ce que je vous demande, c'est d'éviter la faillite *morale du socialisme et de lui conserver* le beau et noble visage qui est celui de la paix ».

Plusieurs orateurs renoncent à la parole

Après l'exposé de M. Roucayrol, le président annonce que la plupart des orateurs encore inscrits dans le débat lui ont fait savoir qu'ils renonçaient à la parole ; il ne reste plus à entendre que M. Albert Rivière, qui défendra la synthèse et les porte-parole les plus qualifiés des deux grandes tendances : MM. L. Blum et Paul Faure. Le président propose de renvoyer la suite du débat à 14 h 30 et il en est ainsi décidé.

M. Albert Rivière parle au nom des partisans de la synthèse

La séance est ouverte à 15 h., sous la présidence de M. Graziani.

M. Albert RIVIERE, ancien ministre, monte à la tribune pour développer la thèse des partisans de la synthèse.

« C'est, précisément, dit-il, parce que la situation est délicate, qu'il importe de l'examiner avec sang-froid. Ceux qu'on appelle synthésistes possèdent dans la salle un nombre important de mandats, mais ce n'est pas de ce chiffre que l'orateur veut se prévaloir. **La synthèse répond, en effet, surtout à un état d'esprit, cet état d'esprit s'est manifesté clairement dans ce congrès. Beaucoup de membres du Parti, secrétaires de Fédérations et militants inconnus, dont les propos et les lettres révèlent les préoccupations, s'inquiètent, en dehors de toute considération de tendance, du ton qu'ont pris certaines querelles.**

L'orateur évoque les polémiques acerbes qui ont abouti au départ de ce qui sont devenus les néo-socialistes. Certes, dit-il, parmi ceux qui nous ont quittés, il y en a que nous n'avons pas regrettés, mais d'autres, comme Renaudel, étaient de bons socialistes et c'est avec peine que nous avons vu partir ceux-là. **Si certaines querelles avaient été moins acerbes, si elles avaient pris un tour moins personnel peut-être les événements auraient-ils pris une autre tournure, mais autour des chefs de file, il y a les entourages** (Vifs applaudissements).

» L'Union morale du Parti, poursuit M. Rivière, est préférable à une formule rigide. Cette unité interne vaut bien quelques concessions, quelques amodiations. Nous ne voulons ni trop confronter les textes, ni trop examiner dans le détail les motions en présence, ce qu'il faut c'est aboutir ».

Le député de la Creuse rappelle que lorsqu'il a eu récemment à se prononcer sur la politique extérieure de M. Daladier — qu'il est difficile de dissocier de la politique intérieure — le groupe parlementaire s'est trouvé partagé, mais il ne l'a pas été par tendances et c'est là un fait significatif qui montre que les divisions du Parti Socialiste ne sont pas si profondes que ses adversaires se plaisent à le proclamer. « N'avons-nous pas beaucoup de conceptions communes, ne sommes-nous pas tous opposés au fascisme et à la guerre, ne sommes-nous pas tous d'accord, en ce qui concerne la nécessite d'une sécurité collective ? ».

M. Rivière indique sur divers points, quelles sont, à son avis, les positions moyennes sur lesquelles un accord entre les deux grandes tendances lui semble réalisable en matière de politique extérieure : « Il ne faut pas oublier, dit-il, que les circonstances sont sérieuses, qu'elles peuvent s'aggraver encore et que le Parti a plus que jamais besoin de se montrer uni ».

En ce qui concerne la politique intérieure, M. Rivière rappelle qu'il a rapporté, à un récent conseil national, une motion qui a été adoptée à l'unanimité. Le Parti ne peut-il réaliser, aujourd'hui, un pareil effort ? ».

« Il y a dans le parti des hommes prisonniers de leur notoriété »

L'orateur, aux applaudissements du Congrès tout entier, s'élève contre l'idée d'une prorogation du mandat législatif. « Il y a, poursuit M. Rivière **dans le Parti, des hommes qui sont prisonniers de leur notoriété, de leur autorité, c'est à nous qu'il incombe de leur dire qu'il faut qu'ils fassent un effort de rapprochement. Si nous réussissons, si cet effort est accompli, le socialisme aura remporté sa plus grande victoire en même temps qu'il aura bien travaillé pour la paix et pour l'humanité.** »

Le Congrès applaudit chaleureusement les paroles de M. Albert Rivière.

M. Paul Faure

M. Paul Faure succède à M. Rivière. Il se déclare d'accord avec celui-ci sur la nécessite de dépersonnaliser le débat. « Notre parti dit-il, doit être au-dessus des rivalités. » L'orateur ironise au sujet du prétendu duel Paul Faure-Léon Blum dont a parlé la presse : « Je me suis présenté, dit-il, à l'hôtel de M. Léon Blum et la gérante, qui avait lu les journaux, a manifesté une certaine inquiétude en me voyant arriver. Elle ne s'est trouvée pleinement rassurée que lorsque j'ai donné à Léon Blum l'accolade fraternelle. (Longs applaudissements de la salle).

» Nous sommes liés tous, poursuit le secrétaire général du Parti, par de longues années de lutte fraternelle, rien ne peut atteindre l'unité du Parti. Il ne s'agit pas de rivalités, mais de discussions libres, où sont débattus des problèmes divers qui aboutissent à des divergences inévitables, mais ce dont il s'agit, c'est de déterminer l'orientation du Parti et de définir les règles générales **auxquelles nous devons être fidèles. Notre solidarité a été complète dans la lutte et ce ne sont point les divisions d'aujourd'hui qui nous feront manquer à notre devoir de solidarité d'hier.**

Il faut retrouver l'unanimité du parti

» On nous demande de nous prêter à une synthèse, mais qu'est-ce qu'une synthèse ? **Il ne s'agit pas, à notre sens, de retrouver une majorité, mais une unanimité dans le parti.**

» On avait envisagé, pour faciliter les choses, un entretien entre Blum et moi, puis on a suggéré la réunion d'une commission restreinte, conversation à deux, à cinq ou à dix. Au nom de l'unanimité de mes camarades, je déclare que j'accepte.

» Personne ne peut dire que l'un quelconque des orateurs de mes amis se soit refusé à cette tribune à un effort de conciliation. Est-ce possible ? Je le crois sincèrement. »

Les problèmes de politique extérieure

L'orateur aborde ensuite le terrain de la politique extérieure. Il dit, dès l'abord, qu'il ne faut pas aller à cette commission pour essayer de tirer la couverture à soi. « **Je vous dis,** déclare M. Paul Faure, **qu'il m'est absolument indifférent de savoir qui a eu raison depuis Munich. Mettons-nous d'accord en évitant de savoir qui a eu raison et en constatant simplement que la guerre a pu être évitée en septembre dernier,** mettons-nous d'accord pour rassembler toutes les forces de la paix.

» Depuis septembre, ajoute M. Paul Faure, le temps a travaillé non seulement pour la fabrication des canons, le perfectionnement de l'appareil militaire, il a travaillé aussi contre la guerre, en ce sens que les campagnes que nous avons menées ou que nous menons pour démontrer sa malfaisance et son absurdité, constituer un élément important de la lutte pour la paix.

« Nous voulons éviter à la fois le fascisme et la guerre »

J'ai demandé qu'on mit notre pays à la tête d'un grand effort pour la paix, par la parole, par la propagande, par des initiatives hardies. Quand j'ai proposé cela, on m'a ri au nez, mais ce que j'avais demandé au chef du gouvernement français de faire, — et j'aurais voulu que ce chef fût encore notre camarade Léon Blum, — le président Roosevelt l'a fait (applaudissement prolongés). Est-ce que cela n'a pas eu une importance psychologique considérable ? Est-ce que la radio ne franchit pas les frontières ? Les paroles de M. Roosevelt ont eu un retentissement profond dans l'esprit des masses allemandes et italiennes.

Notre propagande, celle que je demande au parti tout entier de mener avec nous, peut et doit, si se produisent des événements douloureux, susciter dans l'âme allemande et italienne un grand mouvement de révolte humaine.

M. Paul Faure n'accepte pas le dilemme : le fascisme ou la guerre, la servitude ou la mort. « **Nous voulons,** dit-il, **éviter à la fois le fascisme et la guerre, la servitude et la mort** (vifs appl.). D'ailleurs, si la guerre éclatait demain, les dangers de fascisme n'en seraient pas amoindris. Là-dessus, déclare M. Paul Faure, nous pouvons être tous d'accord.

La défense armée ne doit pas faire perdre de vue la défense sociale

L'orateur passe à l'examen des problèmes de politique intérieure : « **Le fait que nous donnons notre adhésion à la défense armée du pays, ne doit pas nous faire perdre de vue la nécessité de la défense sociale du pays.** Est-ce que la préparation à la guerre n'a pas de répercussions redoutables dont nous devons nous préoccuper, sur le sort du travailleur ?

Aujourd'hui, les droits des ouvriers sont compromis et il faut reconnaître que cette situation ne suscite pas beaucoup de réaction de la part de la classe ouvrière. La grève du 35 novembre a montré que l'action était menée avec beaucoup plus de vigueur contre un gouvernement de Front populaire, que contre le capitalisme.

Sur le plan intérieur, comme sur le plan international, ajoute M. Paul Faure, **l'unité morale de notre parti est un élément indispensable de notre action et commande les résultats que nous voulons obtenir.** Evitons donc les polémiques misérables et indignes de nous.

On a parlé des entourages on a mis au pluriel on a bien fait, seulement, voyons ce que cela signifie. Notre parti est composé d'hommes comme les autres. Vous n'imaginez pas quels cheminements ont pu faire des propos, plus ou moins déformés, prêtés à Paul Faure ou à Léon Blum ; tout cela est misérable, ce qui importe, ce sont les propos publics et l'action clairement définie.

M. Paul Faure défend ensuite son hebdomadaire.

Le secrétaire du parti en arrive aux problèmes de la politique intérieure ; il souligne la différence qu'il y a entre la France d'aujourd'hui et celle d'avant guerre, la propagande, à ce moment, était plus facile. La IIe Internationale n'est plus représentée, aujourd'hui, à ce congrès que par des membres exilés. Allons-nous attendre que cette base soit rétablie pour agir ? Non, il faut trouver rapidement des moyens nouveaux pour que le socialisme puisse revivre et *défendre ses principes et sa foi.*

M. Paul Faure réfute les commentaires publiés dans une partie de la presse au sujet d'une perte des effectifs du parti socialiste. « Nous n'avons jamais cru, a-t-il dit, que nous conserverions la totalité des troupes qui sont venues dans nos rangs au moment de notre arrivée au pouvoir car nous nous rendions parfaitement compte que leur adhésion n'était pas toujours inspirée par des mobiles désintéressés, mais ceux qui restent c'est-à-dire les masses profondes de notre parti, nous sont fidèles. **C'est pourquoi il faut faire l'unité et l'unité socialiste d'abord** (vifs appl. dans une partie de la salle).

Le spectacle de nos divisions paralyse notre action. Donnons au capitalisme le spectacle de notre union pour la conquête de l'opinion française, pour que le parti joue son rôle sur le plan international. Faisons cela maintenant et jusqu'à la mort et nous aurons servi une fois de plus le socialisme ».

L'orateur a été chaleureusement applaudi à sa descente de tribune.

M. Léon Blum

M. Léon Blum succède à M. Paul Faure. L'ancien président du Conseil, qui parle d'une voix faible et tout près du microphone, s'excuse de ce que son état de santé l'oblige à se ménager. Il considère comme exagéré le danger que l'on agite trop souvent d'une scission dans le parti socialiste. « Ce péril, dit-il, n'existe pas, mais il y a par contre un danger réel de division dont la persistance sur les points essentiels de la politique extérieure et intérieure, affaiblit l'action du parti et diminue son rayonnement. **Il importe donc d'obtenir sur le problème essentiel, qui est celui de la préservation de la paix, l'assentiment unanime du congrès.**

Je suis donc d'accord avec M. Paul Faure, dit-il, et prêt à tenter avec lui l'effort suggéré par Rivière, en vue d'établir l'union du parti.

M. Léon Blum écarte toutefois la proposition d'une réunion à deux qui aurait pu faire croire qu'il existait entre M. Léon Blum et M. Paul Faure une rivalité personnelle et que la réunion avait pour objet d'amener leur réconciliation. De plus, ajoute l'orateur, si par aventure cette réunion échouait, les conséquences qui en résulteraient en seraient encore plus fâcheuses.

Il faut resserrer les liens qui unissent les nations pacifistes

De même que M. Paul Faure, M. Léon Blum déclare ne nullement se soucier d'avoir tort ou raison en ce qui concerne les événements survenus après Munich et après Montrouge.

« **L'essentiel,** dit-il, **est de savoir si les événements survenus après Munich ont déterminé en nous une conviction qui puisse servir de règle et de ligne d'orientation au parti.**

M. Léon Blum rappelle les événements qui se sont déroulés depuis Montrouge sur le plan extérieur : Occupation de la « Tchéquie », de Memel, de l'Albanie, l'alliance militaire germano-italienne. Ces événements ont apporté des éléments de conviction suffisants.

« Je voudrais, dit-il, que sans chicanes rétrospectives, nous considérions comme désormais qu'en présence des menaces fascistes, **la seule chance que nous ayons dans le présent de conserver la paix, c'est le resserrement des liens qui unissent toutes les puissances pacifiques.** Le développement de cette politique a préservé jusqu'ici la Roumanie, la Pologne, la Grèce, des opérations de force qui les menaçaient. Pendant les conversations anglo-soviétiques, les perspectives de guerre se rapprochaient ou s'éloignaient selon les vicissitudes des négociations. M. Daladier ne défend-il pas aujourd'hui nos thèses ?

L'organisation de la résistance à l'agresseur ne doit pas constituer un état permanent

Le congrès est inquiet et je le conçois en ce qui concerne les répercussions de la politique extérieure sur la vie intérieure du pays.

M. Léon Blum **ne considère pas l'organisation de la résistance pacifique à l'agression comme devant constituer un état permanent durable de la vie de l'Europe.** C'est, dit-il, de la chirurgie d'urgence. Quand la ligature aura tenu un certain temps, viendra le traitement, le régime. Il faut courir au plus pressé et le plus pressé c'est d'empêcher cet enchaînement de causes et d'effets qui conduirait fatalement à la guerre.

Il se peut que cette période se prolonge — et c'est le plus grand reproche que M. Léon Blum fait, en passant, à la politique financière et économique de M. Paul Reynaud — car si cette politique, dit-il, peut apporter temporairement un accroissement du crédit public, elle est impuissante à donner à la France les ressources intimes, les richesse profondes qui seront peut-être nécessaires pour prolonger cette période de résistance pacifique.

La résistance est une première étape vers la paix

Cette résistance, répète M. Léon Blum, **n'est pas une fin en soi, un idéal. Sa nécessité est pourtant primordiale, c'est une première étape, mais une étape nécessaire vers l'organisation de la paix. Qu'on ne nous dise pas que nous nous écartons du socialisme : en faisant cela, nous protégeons les conditions d'existence même du socialisme.**

Nous demandons la coopération libre et ardente des masses populaires ; cette coopération implique la justice sociale sans laquelle, nous ne cesserons de le répéter, un des éléments essentiels de la force française est atteint.

Nous considérons que l'appel à la coopération internationale sera d'autant plus aisé, que le resserrement des forces pacifiques sera plus étroit. **Il ne faut pas que notre appel paraisse être dicté par la peur, mais il doit paraître lancé au nom d'une justice assez puissante pour qu'elle n'ait rien à redouter des entreprises de la force.**

C'est cette « purgation » pacifique de l'Europe qui doit être notre but ; sur cela, il semble que nous puissions être tous d'accord et je voudrais que les quelques mots que je viens de prononcer contribuassent à cet accord.

Le retour à l'unité ouvrière est souhaitable

« Le parti a paru craindre, dit-il, qu'en rédigeant la motion que nous lui avons soumise nous n'ayons eu l'intention de le livrer pieds et poings liés à l'infiltration communiste ». M. Blum demande amicalement au congrès de bien vouloir se rappeler ses états de services. **Ayant travaillé, il y a 35 ans, à la première unité prolétarienne, il ne pourra jamais, dans les profondeurs de son être intime, se défendre de souhaiter qu'on revienne un jour à l'unité ouvrière.** Quand ? Sous quelle forme ? L'avenir l'apprendra.

M. Léon Blum reconnaît volontiers que certaines des notions ayant cours chez les communistes sont inconciliables avec le socialisme tel que lui-même et le parti tout entier le conçoivent et le pratiquent ; il admet que le parti socialiste a des griefs certains à formuler contre le parti communiste M. Léon Blum n'a pas trouvé notamment en lui un soutien sans réserve au cours de son premier, et surtout de son second gouvernement. Il sait très bien que la façon dont l'unité organique a été maniée à l'intérieur de la C.G.T. par certains syndicalistes restés étroitement attachés à leur parti politique est à l'origine de l'état d'esprit qui règne aujourd'hui au sein de la S.F.I.O. Il sait tout cela, cependant, **il conjure le congrès de se rappeler qu'on ne fait pas de politique avec des sentiments ou avec des ressentiments.** « La méfiance aussi, a dit un moraliste, a ses limites ».

Il ne faut pas briser d'avance les possibilités de communauté d'action

Nous avons fait le pacte d'unité d'action, rappelle l'orateur, au lendemain du 6 février. Si, demain, nous nous trouvions en présence d'une menace du fascisme intérieur, y a-t-il quelqu'un d'entre vous qui refuserait de collaborer avec les communistes.

Il est possible que nous nous trouvions demain en face d'une loi électorale qui pourrait être — faisons-en l'hypothèse — le scrutin uninominal à un tour. Dans ce cas, ne pas accepter de nous entendre avec les communistes serait un véritable suicide. Certes, toutes les précautions sont légitimes, **mais il ne faut pas briser d'avance les possibilités de communauté d'action qui, demain, pouvent être indispensables pour la défense des intérêts dont nous avons la garde.**

En cas de nécessité, il pourra y avoir une action commune avec les radicaux

En ce qui concerne les relations du Parti Socialiste avec les Radicaux, M. Blum fait ressortir combien la violation du serment du 14 juillet a indigné le parti de même que les critiques et les attaques dont il a été l'objet. **Néanmoins si l'intérêt du parti et de la république l'exigent, cela ne l'empêchera pas pour sa part, de mener avec ce parti, une action commune parfaitement libre et franche.**

Bien sûr, le parti doit être indépendant mais il n'est nullement question d'aliéner son autonomie, il faut en toutes circonstances, agir selon la claire vision du seul intérêt véritable du parti.

L'établissement de l'unité française

L'ancien président du Conseil expose ensuite sa conception touchant la formule préconisée par lui, de l'unité française et qui a fait l'objet de tant de critiques. Il pense aujourd'hui, comme il pensait à Montrouge, que la politique fiscale et profondément antisocialiste du gouvernement actuel, crée bien entendu aujourd'hui une situation différente de celle de mars 1938. **Mais cela n'empêche pas que la possibilité d'établir l'unité française autour du programme d'action sociale d'un gouvernement de front populaire subsiste en dehors de ce gouvernement.**

Nul ne songe à s'associer à une œuvre qui aurait un but contraire. Si vous considérez que tout effort tendant à opérer sur le plan national le rassemblement des forces républicaines et démocratiques est quelque chose d'analogue à l'union sacrée de la guerre et doit être condamné comme telle, vous faites la même erreur que la gauche révolutionnaire à Royan.

Il faut réserver certaines possibilités d'action

Nous sommes le congrès d'un parti politique. Nous devons donc songer non seulement au présent, mais aussi à l'avenir. **Je pense que l'usage qui a été fait depuis six mois des pleins pouvoirs, doit nous faire souhaiter que ce régime cesse.** Or, qu'y a-t-il de possible et de souhaitable à sa place ? Vous serez obligés soit de vous diriger vers une formule de large majorité, soit vers une formule plus restreinte qui serait la résurrection du gouvernement de rassemblement populaire. Que ce soit l'une ou l'autre, **n'introduisez pas dans une résolution valable pour un an, une formule qui vous prive des moyens d'action dont vous pourriez avoir besoin un jour. Je demande au parti, simplement de se réserver certaines possibilités d'action.**

M. Léon Blum souhaite qu'une résolution d'unanimité soit obtenue

L'orateur termine par une observation d'ordre personnel. Les militants lui reprochent amicalement de ne plus jouer au sein du parti, le rôle d'arbitre et de conciliateur qui fut le sien pendant de longues années. M. Léon Blum confesse qu'après la chute du deuxième gouvernement de front populaire « où, dit-il, nous avons échappé à l'affreux destin qui nous était préparé », il avait ressenti un détachement profond à l'égard de la vie publique et active et qu'il avait le désir de rechercher le repos. « Eh bien ! Je ne regrette pas d'être resté et d'avoir pris parti comme je l'ai fait et j'ai le sentiment d'avoir ainsi rendu service à mon parti ».

L'orateur dit sa conviction de voir le parti arriver à une résolution d'unanimité lui permettant de sortir de ce congrès plus résolu et plus apte à remplir la tâche qui est la sienne. « Si nous pouvions faire apparaître, conclut-il, le bloc cohérent et translucide d'une pensée socialiste que rien n'altère, je crois que nous pourrions continuer à jouer le grand rôle qui nous est dévolu ».

M. Léon Blum qui, à sa descente de tribune, donnait des signes visibles de fatigue, a été longuement applaudi et acclamé par une partie de l'assistance debout. Il a aussitôt quitté la salle du congrès.

Nomination d'une commission restreinte de résolution

Proposé la réunion d'une commission restreinte de neuf délégués représentant les deux grandes tendances et les partisans de la synthèse qui s'efforceront d'établir un accord entre les divers courants d'opinions en manifestant au sein du parti, cette commission est composée de la manière suivante : MM. Blum, Dormoy, Zyromsky pour la motion Léon Blum ; Paul Faure, Arnol et Spinasse, pour la motion Paul Faure ; Deixonne pour la motion de redressement ; Rivière et Lussy, représentant la tendance de la synthèse.

La séance a été levée à 17 h. 45, pour être reprise en prince à 22 h. La commission restreinte a commencé immédiatement ses délibérations.

Le numéro 910 DU

Réveil Illustré

EST PARU

Sommaire :

Un conte : LE CHEMIN DETOURNE

Mme TEMPLE VOUS PARLE DE SA FILLE SHIRLEY

Un roman-cinéma : NORD-ATLANTIQUE

L'OCCUPATION DES LOISIRS AU LYCEE DE TOURCOING

UN SOIR A CHAMONIX etc... etc...

Dans ce numéro début d'un captivant roman :

Le Roi Mage de Maillezais

par Paule REGNIER

DEMANDEZ LE

Réveil Illustré

A TOUS NOS VENDEURS

Mort du coureur cycliste Maillet du Teil

Paris, 30. — Le coureur cycliste Maillet du Teil, blessé, hier, par une auto avec dix autres concurrents, près d'Aubenas, au cours du tour du Sud-Est, est décédé cette nuit des suites d'une fracture du crâne.

MORT DU PROFESSEUR LABBE, DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Paris, 30. — A l'Académie de Médecine, on vient d'annoncer le décès, à Paris, du professeur Marcel Labbe, né au Havre en 1870, membre de l'Académie de Médecine.

LE PROGRAMME DE LA VISITE A LILLE ET ROUBAIX DE M. A. LEBRUN

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

A LILLE

12 h. 10 : **Arrivée à Lille.**

12 h. 13 : **Départ. Itinéraire** : Bd Carnot, Place du Théâtre, rue des Manneliers, Grand'Place.

12 h. 23 : **Arrivée au Monument aux Morts.** Réception par les drapeaux et Associations des Anciens Combattants massés autour de la Place. M. le Président dépose une gerbe. Minute de silence, sonnerie aux Morts.

12 h. 30 : **Départ.** Itinéraire : Grand-Place, rue Nationale, Bd de la Liberté, Préfecture.

12 h. 40 : **Arrivée à la Préfecture.**

13 h. : **Banquet offert par le Conseil Général dans la grande salle des Fêtes de la Préfecture.**

16 h. 35 : **Départ de la Place de la République. Itinéraire** : Place Richebé, rue du Molinel, rue de Paris, rue des Sahuteaux.

16 h. 45 : **Arrivée à l'Hôtel de Ville de Lille.** Allocution du Maire de Lille. Réponse de M. le Président. Présentation dans la grande Galerie de l'Hôtel de Ville (rez-de-chaussée) : des membres du Conseil Municipal ; des membres du Conseil Général ; des délégations des Corps constitués.

17 h. 15 : **Départ de l'Hôtel de Ville de Lille. Itinéraire** : Rue des Sahuteaux, rue de Paris, Place Simon Vollant, Bd Papin, Bd Louis XIV.

A l'Exposition

17 h. 25 : **Arrivée à l'Exposition de Lille.**

18 h. 45 : **Départ de l'Exposition.** Itinéraire : Avenue Eugène Varlin, Bd Louis XIV, rue Frédéric-Mottez, rue St-Sauveur, rue Gustave-Delory, rue de Paris, Place du Théâtre, rue Faidherbe.

19 h. 05 : **Arrivée à la Gare de Lille.**

19 h. 10 : **Départ du train.**

A L'EXPOSITION DU PROGRÈS SOCIAL

LES JOURNÉES D'AMITIÉ FRANCO-NÉERLANDAISE

Nous avons fait connaître que les vendredi 2 et samedi 3 juin auraient lieu, à l'Exposition, de grandes journées d'amitié franco-néerlandaise, sous le patronage du Gouvernement hollandais.

Voici le programem détaillé de ces deux journées :

VENDREDI 2 JUIN

11 heures, réception officielle à la gare de Lille de S.E. le Jonkheer Loudon, ministre des Pays-Bas, de la Chambre de Commerce néerlandaise de Paris et du Comité d'organisation des Journées hollandaises.

11 h. 30, réception à la Préfecture.

12 heures, même réception à l'Hôtel de Ville de Lille.

13 heures, déjeuner offert par l'Exposition à M. le ministre des Pays-Bas, à la Légation des Pays-Bas, à la Chambre de Commerce néerlandaise et au Comité d'organisation des « Journées Hollandaises ».

16 heures, au Palais des Nations, conférence sur « Quelques aspects du Progrès Social aux Pays-Bas », par M. Spoorenberg, vice-président de la Maatschappij van Handel en Nijverheid.

A 18 heures, réception au consulat des Pays-Bas à Lille.

21 heures, soirée folklorique hollandaise au Grand Théâtre de Lille, sous la direction de M. Van der Ven et de Mme Elise Van der Ven-Ten Bensel, directrice du Bureau Central des Danses Populaires Néerlandaises « Het Nederlandsch Centraal Bureau voor Volksdansen ».

SAMEDI 3 JUIN

9 h. 45, réception officielle à la Chambre de Commerce de Lille.

11 heures, à Roubaix, dans le cadre de l'Exposition, concert donné par l'Harmonie Philips d'Eindhoven sous la direction de M. Kees van der Weijden.

13 heures, déjeuner offert par la Chambre de commerce néerlandaise de Paris aux personnalités de l'Exposition, sous la présidence d'honneur de M. Loudon. (Les principales personnalités des villes de Lille et Roubaix seront également invitées).

15 h. 30, grande matinée folklorique hollandaise avec orchestre et danses nationales au théâtre de plein air à Lille, sous la direction de Mme Elise Van der Ven et de M. Kees van der Weijden.

En cas de mauvais temps, la représentation aura lieu sur le podium à l'intérieur du Grand Palais.

AUJOURD'HUI

Nous rappelons que c'est aujourd'hui, mercredi, à 15 h., qu'aura lieu à Lille, dans l'enceinte de l'Exposition, l'inauguration officielle du pavillon du Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes, sous la présidence de M. Fernand Carles, préfet du Nord.

Le pavillon des Tabacs au « Centre Régional » de Roubaix sera inauguré ensuite.

A 17 h., dans la salle d'honneur du Pavillon International, conférence par Mlle Odette Valabrègue, sur la protection de l'Enfance.

LES CONFÉRENCES LITTÉRAIRES DE L'EXPOSITION

NAPOLÉON, PAR L'HISTORIEN M. GUSTAVE AUBRY

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, la série des conférences littéraires qui ont remporté un très vif succès jusqu'à présent, continue.

La troisième de ce cycle sera faite par M. Octave Aubry, et aura pour sujet : « La formation d'une âme : Napoléon ». Sujet intéressant, passionnant même, qui captivera tous les auditeurs.

Napoléon, dont on dit qu'il travaillait 18 heures par jour ; Napoléon, ce génie guerrier qui conquit l'Europe entière, ce Corse, petit Caporal qui devint Empereur, quelle était son âme ?

L'éminent historien M. Octave Aubry soulèvera un coin du voile qui dissimule encore l'énigme napoléonienne, vendredi 2 juin, à 15 h., au Palais des Nations.

On peut se procurer des cartes chez les libraires de la ville et au pavillon des « Amis de Lille », Grand-Place.

LES REPRÉSENTATIONS THÉATRALES DE L'EXPOSITION

A l'occasion de la visite de M. Albert Lebrun, Président de la République, les Tournées Baret présenteront au Théâtre Sébastopol, samedi en soirée et dimanche en matinée et en soirée «Le Bossu» ou «Le Petit Parisien», drame en 5 actes et 10 tableaux par MM. Anicet Bourgeois et Paul Feval.

Cette pièce, qui évoque l'époque brillante de la Régence, avec ses intrigues, ses spadassins, ses amours et qui après de multiples et dramatiques episodes « finit bien », sera interprétée par M. José Squinquel, du Théâtre national de l'Odéon et Mme Lucienne Cauvières, entourés d'une brillante compagnie.

« Le ballet de la soirée du Régent » fera revivre sous nos yeux l'une des fêtes fastueuses de ce temps chevaleresque et fertile en aventures.

DIMANCHE, UN GALA DE MUSIQUE FRANÇAISE MODERNE

Un grand concert de gala, organisé par l'Exposition du Progrès Social sera donné le 4 juin, à 20 h. 30, au Grand Théâtre de Lille par l'Association Symphonique du Conservatoire de Roubaix avec le concours du célèbre violoncelliste M. Maurice Maréchal.

Le programme de cette soirée sera consacré à la musique française moderne, et l'orchestre sera dirigé par M. Francis Bousquet, prix de Rome, directeur du Conservatoire de Roubaix.

M. Maurice Maréchal, dont les débuts de concertiste à Paris, aux Concerts Lamoureux sous la direction de M. Camille Chevillard, ne datent que de novembre 1919, a joué et triomphé dans toutes les capitales du monde.

Son art résumant les belles qualités de l'école française est célébré par les critiques les plus éminents de la presse d'Europe et d'Amérique. Ils sont unanimes à reconnaître les dons extraordinaires de M. Maurice Maréchal qui a su ouvrir de nouveaux horizons à l'art cellistique en infusant à son instrument une vie nouvelle, ardente et juvénile.

Son nom seul suffira à attirer un public aussi nombreux qu'enthousiaste.

Le concours international d'accordéons de Roubaix

Le palmarès

(SUITE)

Juniors B. — 2me prix : Lepauw Roger, Plateau Victor, Alleman Gustave, Messian Marcel.

3e prix : Barot Jean, Dumortier Lucien, Leigneul Michel.

Amateurs. — 1er prix, Coupe médaille, Seys Noé, Van Eetevelde Gustave.

1er prix médaille : Honschooter Roger, Noël Rose, Corevits André, Vanmarch Roland, Kapa Stanis, Kerchen Julien, Holvoet Roland, Lein Edouard, Wyseur Raymond, MM. Vanderplanche.

1er prix, sans médaille : Vandeplassche Paulette, Lestienne Eugène, Hecquet Gisèle, Deheucheleire Marcel, Serlet Gérard, Baussy André, Deffrennes René, Walfelde Albert, Leman Henri, Bleville Henri.

1er prix sans médaille : Malanuin Gustave, Smaguine Serge, Allard Albert.

2me prix : Schellaert Léon, Vansprangbe Gustave, Ansart Gustave, Seynaeve Roger, Deblauwe Simone, Dussoulier Albert, Deboé René, Lahousse Daniel, Volehaert Walter, Neus Henri, Plaesen Albert, Pohie Jean, Poignie Raymond, Lecocq Gaston, Ghesquière Paul, Vanoverberghe Richard, Ciepiéla Adam, Vandenbroucke Samuel, Claeyssens René.